



مجلس المنافسة  
Conseil de la concurrence

## PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

# PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

LE CONSEIL DE LA CONCURRENCE ENCOURAGE LES ENTREPRISES À SE Doter D'UN PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE, QUE CE SOIT SUR UNE BASE AUTONOME OU EN L'INTÉGRANT À LEUR POLITIQUE GÉNÉRALE DE CONFORMITÉ AUX NORMES (COMMERCIALES, CONSOMMATIONS, FISCALES, MARCHÉS PUBLICS, ETC.), ET À Y CONSACRER LES MOYENS NÉCESSAIRES POUR EN ASSURER LE SUCCÈS.

## I. INTRODUCTION

Le présent programme de conformité aux règles de la concurrence est un outil qui permet aux entreprises et/ou aux organismes d'exprimer leurs attachement aux règles de concurrence ainsi qu'aux valeurs ou aux objectifs qui le fonde, et prennent un ensemble d'initiatives concrètes destinées à leur permettre d'assurer le respect de ces règles, de détecter de possibles manquements et de prendre les mesures nécessaires pour y mettre fin et pour en prévenir la répétition.

Ce programme repose non seulement sur des mesures destinées à créer une culture orientée vers le respect des règles de concurrence saine et loyale (formation, sensibilisation), mais aussi sur des mécanismes d'alerte, de conseil, d'audit et de responsabilisation indispensables pour créer les bons réflexes au sein des entreprises (prévention, détection et traitement des cas d'infractions possibles).

Le Conseil de la concurrence encourage les entreprises à se doter d'un programme de conformité aux règles de la concurrence, que ce soit sur une base autonome ou en l'intégrant à leur politique

générale de conformité aux normes (commerciales, consommations, fiscales, marchés publics, etc.), et à y consacrer les moyens nécessaires pour en assurer le succès.

Le Conseil de la concurrence met à la disposition des entreprises, dans le présent document-cadre, un ensemble de bonnes pratiques permettant de contribuer à l'efficacité de ce programme.

Par ailleurs, les entreprises ou organismes qui reconnaissent les infractions qui leurs sont reprochées au cours de l'instruction des affaires les concernant, ou qui collaborent à l'accélération de celles-ci, peuvent bénéficier d'une réduction du montant de l'amende ou d'une clémence totale par le Conseil de la concurrence, à conditions que ces derniers s'engagent à ne plus commettre d'infractions.

Cette disposition n'est pas applicable en cas de récidive, quelle que soit la nature de l'infraction commise.

Le présent programme de conformité aux règles de la concurrence n'est pas obligatoire aux entreprises et aux organismes concernés.

## II. LES OBJECTIFS ET LES MOYENS DE LA RÉGULATION CONCURRENTIELLE

### A. Le Conseil de la concurrence et ses missions en la matière

Conformément aux dispositions de l'article 23 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence, le Conseil de la concurrence est une Autorité Administrative Autonome, jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Il est chargé de garantir le bon fonctionnement de la concurrence sur le marché.

Le Conseil de la concurrence est chargé de veiller à trois missions importantes à savoir :

- 1) Détecter et sanctionner les pratiques restrictives de la concurrence prévues par l'article 14 de l'ordonnance précitée à savoir :

# II. LES OBJECTIFS ET LES MOYENS DE LA RÉGULATION CONCURRENTIELLE

a. les pratiques et actions concertées, conventions et ententes expresses ou tacites (article 6 de l'ordonnance n° 03-03, modifiée et complétée) ;

b. l'abus de position dominante ou monopolistique sur un marché ou un segment de marché (article 7 de l'ordonnance n° 03-03, modifiée et complétée) ;

c. tout acte et/ou contrat, quels que soient leur nature et leur objet, conférant à une entreprise une exclusivité dans l'exercice d'une activité qui entre dans le champ d'application de l'ordonnance n° -03 03, modifiée et complétée (article 10).

d. l'exploitation abusive, par une entreprise, de l'état de dépendance dans lequel se trouve à son égard une entreprise, client ou fournisseur (article 11 de l'ordonnance n° 03-03, modifiée et complétée) ;

e. les offres de prix abusivement bas par rapport aux coûts de production, de transformation et de commercialisation, dès lors que ces offres ou pratiques ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'éliminer d'un marché ou

d'empêcher d'accéder à un marché, une entreprise ou un de ses produits (article 12 de l'ordonnance n° 03-03, modifiée et complétée) ;

2) Le contrôle des opérations de concentrations économiques qui sont de nature à porter atteinte à la concurrence en renforçant notamment la position dominante d'une entreprise dans un marché. Ces opérations doivent être soumises par leurs auteurs au Conseil de la concurrence qui prend une décision dans un délai de trois (3) mois.

3) Missions d'avis et de consultation. Le Conseil de la concurrence donne son avis sur toute question concernant la concurrence à la demande du Gouvernement et formule toute proposition sur les aspects de concurrence. Il peut également être consulté sur les mêmes questions par les collectivités locales, les institutions économiques et financières, les entreprises, les associations professionnelles et syndicales, ainsi que les associations de consommateurs. Il est chargé également d'autres missions prévues par l'ordonnance n° 03-03, modifiée et complétée notamment celles relatives à la réalisation d'enquêtes

en matière de concurrence, des études et des expertises.

## **B. Définir la mission principale du conseil de la concurrence relative à la régulation concurrentielle**

Pour garantir une meilleure régulation concurrentielle du marché, le législateur a doté le Conseil de la concurrence de différents outils réglementaires à savoir:

a. Prononcer des sanctions pécuniaires ;

b. Faire des injonctions motivées et prend des mesures provisoires ;

c. Exiger des opérateurs concernés à souscrire des engagements ;

d. Appliquer des astreintes ;

e. Ordonner la publication, la diffusion ou l'affichage de ses décisions ;

f. Réduire la sanction ou ne pas la prononcer.

# PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

C'EST UN PROGRAMME DE CONFORMITÉ PAR LEQUEL DES ENTREPRISES OU DES ORGANISMES EXPRIMENT LEUR ATTACHEMENT À CERTAINES RÈGLES AINSI QU'ÀUX VALEURS OU AUX OBJECTIFS QUI LE FONDE, ET PRENNENT UN ENSEMBLE D'INITIATIVES CONCRÈTES DESTINÉES À DÉVELOPPER UNE CULTURE DE RESPECT DES RÈGLES DE CONCURRENCE AINSI QU'À LEUR PERMETTRE DE DÉTECTER DE POSSIBLES MANQUEMENTS À CES RÈGLES, DE METTRE FIN À CES MANQUEMENTS ET D'EN PRÉVENIR LA RÉITÉRATION.

## **C. Les différents moyens mis à la disposition du conseil de la concurrence pour accomplir ses missions (auto saisine, étude et expertise, etc...):**

Afin de faciliter une meilleure prise en charge des missions qui lui sont confiées, le Conseil de la concurrence peut recourir aux moyens suivants :

a. prendre toute mesure sous forme notamment de règlement, de directive ou de circulaire ;

b. faire appel à tout expert ou entendre toute personne susceptible de l'informer ;

c. saisir les services chargés des enquêtes économiques notamment ceux du ministère chargé du commerce pour solliciter la réalisation de toute enquête ou expertise portant sur des questions relatives aux affaires relevant de sa compétence ;

d. effectuer des enquêtes sur les conditions d'application des textes législatifs et réglementaires ayant un lien avec la concurrence ;

e. il peut être saisi par les juridictions compétentes pour demander avis sur les affaires ayant lien avec la concurrence ;

f. développer des relations de coopération, de concertation et

d'échange d'informations avec les autorités de régulation sectorielles ;

g. développer dans le cadre de conventions, des relations de coopérations avec les autorités étrangères de concurrence dotées des mêmes compétences ;

h. il peut se saisir d'office ou être saisi par toute entreprise ou, pour toute affaire dans laquelle ils sont intéressés, par les collectivités locales, les institutions économiques et financières, les entreprises, les associations professionnelles et syndicales, ainsi que les associations de consommateurs.

## **III. L'INTÉRÊT DU PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE**

L'importance du présent programme de conformité, réside dans ce qui suit :

1. C'est un programme de conformité par lequel des entreprises ou des organismes expriment leur attachement à certaines règles ainsi qu'aux valeurs ou aux objectifs qui le fonde, et prennent un ensemble d'initiatives concrètes destinées à

développer une culture de respect des règles de concurrence ainsi qu'à leur permettre de détecter de possibles manquements à ces règles, de mettre fin à ces manquements et d'en prévenir la réitération.

2. Ce programme est l'illustration tangible de stratégie de gouvernance volontariste, par lequel les acteurs économiques expriment leur détermination non seulement à assurer la conformité de leur comportement avec les règles de la concurrence, qui s'imposent en tout état de cause à eux, mais aussi à prévenir les risques auxquels ils peuvent être exposés en cas de non-respect de ces règles et, dans le cas où ils découvrent une infraction qui n'a pas pu être évitée, à y faire face sans attendre.

3. Le programme peut concerner différentes catégories de règles, telles que celles relatives à la protection des consommateurs, aux règles applicables aux pratiques commerciales, droit des marchés publics, aux droits d'auteur et aux droits voisins, aux marques, aux brevets d'inventions.

La méconnaissance de certaines de ces règles peut exposer les acteurs économiques à des sanctions, indépendamment des autres conséquences qu'elle est susceptible d'entraîner, en particulier une perte de réputation et des actions en réparation prévues ci-dessus.

# III. L'INTÉRÊT DU PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE (SUITE)

4. Le droit de la concurrence prévoit des amendes contre toute personne physique qui aura pris part personnellement et frauduleusement à l'organisation et la mise en œuvre de pratiques restrictives à la concurrence, sans compter les réparations demandées par les personnes physiques ou morales auprès des juridictions compétentes qui s'estiment lésées par des pratiques restrictives à la concurrence.

Le présent programme de conformité est un élément important d'anticipation, de maîtrise et de gestion de ces différents risques.

5. Pour que le présent programme de conformité puisse être efficace, le Conseil de la concurrence estime que les entreprises et les organismes concernés doivent s'attacher à poursuivre deux objectifs :

a. prévenir les risques d'infraction, d'une part ;

b. donner les moyens de détecter et de traiter les cas d'infraction qui n'ont pas pu être évités, d'autre part.

Ce programme ne saurait donc se limiter à prévoir des mesures destinées à informer les mandataires sociaux, les dirigeants, les cadres, les autres salariés et les agents de l'entreprise ou de l'organisme en

cause de la teneur des règles, à les sensibiliser à la nécessité de les respecter et à les former aux moyens d'y parvenir.

La création et l'entretien d'une culture de respect des règles de concurrence constituent une composante fondamentale de ce programme de conformité, sur lequel la pratique décisionnelle du Conseil de la concurrence a insisté de manière constante et apporté de nombreux éclairages. Cet élément n'en doit pas moins être complété par un ensemble de mesures concrètes et effectives établissant que l'entreprise ou l'organisme s'investit de façon réelle et déterminée, à tous les niveaux hiérarchiques, pour développer et entretenir une culture de conformité aux règles de concurrence, pour détecter les cas de non-conformité, par exemple au moyen d'audits juridiques, et pour y apporter les réponses qu'ils appellent. A défaut, les incitations internes à respecter l'obligation d'agir conformément à la loi demeuraient faibles et le programme de conformité ne pourrait qu'être jugé inefficace, voire artificiel. C'est donc sur la combinaison de deux composantes préventive et curative que repose la valeur ajoutée de ce programme.

6. Les raisons qui justifient la mise en place de ce programme de conformité, vont par conséquent bien

au-delà du seul espoir d'obtenir une réduction de la sanction pécuniaire ou ne pas la prononcer pouvant être imposée lorsqu'une pratique restrictive de concurrence a été commise, que le Conseil de la concurrence en a eu connaissance et qu'elle s'oriente vers un constat d'infraction à l'issue de son instruction du dossier.

Une telle réduction ou annulation est effectivement envisageable sous certaines conditions et dans certaines limites (les entreprises ou les organismes concernés reconnaissent les infractions qui leur sont reprochées, collaborent à l'accélération de celle-ci et s'engagent à ne plus commettre d'infractions), mais l'entreprise ou l'organisme qui concevrait son programme de conformité dans ce seul but se priverait lui-même du bénéfice des principaux avantages d'un tel programme :

a. l'incitation à adopter une stratégie et un comportement efficaces sur le marché, lui permettant de s'affirmer grâce à des mérites supérieurs à ceux de ses concurrents, d'une part,

b. et la possibilité de diminuer son exposition au risque de commettre une infraction aux règles de concurrence, d'autre part.

# PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

LE CONSEIL DE LA CONCURRENCE EST CONVAINCU QUE LES AVANTAGES DU PRÉSENT PROGRAMME DE CONFORMITÉ L'EMPORTENT CLAIREMENT SUR LEURS COÛTS S'ILS SONT BIEN CONÇUS, RAISON POUR LEQUEL IL DÉCRIT, DANS LE TITRE IV CI-DESSOUS, LES DIFFÉRENTS AXES AUTOUR DESQUELS IL LUI PARAÎT NÉCESSAIRE DE STRUCTURER CE PROGRAMME POUR QU'IL PUISSE ÊTRE EFFICACE.

7 Le Conseil de la concurrence estime qu'il est du devoir des acteurs économiques eux-mêmes, et du reste dans leur intérêt, de prendre toutes les mesures possibles pour conduire leur activité en conformité avec les règles de concurrence et pour prévenir de possibles manquements à ces règles. Il considère que la mise en place d'un programme de conformité efficace peut jouer un rôle clef en ce sens, tout en donnant des garanties accrues de responsabilité et de sécurité aux actionnaires et au grand public, en particulier lorsque l'entreprise ou le groupe auquel elle appartient est coté(e) en bourse ou contrôlé(e) par l'État. Enfin, le Conseil de la concurrence est convaincu que les avantages du présent programme de conformité l'emportent clairement sur leurs coûts s'ils sont bien conçus, raison pour lequel il décrit, dans le titre IV ci-dessous, les différents axes autour desquels il lui paraît nécessaire de structurer ce programme pour qu'il puisse être efficace.

8. Le Conseil de la concurrence, qui attache beaucoup d'importance à la dimension pédagogique et préventive (advocacy) de sa mission de régulation concurrentielle, invite donc les acteurs économiques à s'assurer qu'il inclut un ensemble de mesures concernant les règles de concurrence.

Il encourage les entreprises et les organismes à s'en doter d'un programme de conformité, tout en soulignant que la conformité aux règles de concurrence n'est qu'un aspect important parmi d'autres de la problématique globale de la conformité, qui peut mériter un traitement intégré.

9. Une telle démarche pourra les aider à réduire le risque de s'engager dans des comportements prohibés par les règles de concurrence. Ceux-ci incluent, pour mémoire, les pratiques et actions concertées, conventions et ententes expresses ou tacites (les ententes horizontales secrètes, dites également cartels), par lesquelles les concurrents font obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse, répartissent les marchés ou les sources d'approvisionnement, limitent l'accès au marché ou l'exercice d'activités commerciales, limitent ou contrôlent la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique.

Ils comprennent également d'autres formes d'entente ou de coordination entre concurrents, comme les échanges d'informations confidentielles et stratégiques, ou entre opérateurs intervenant à différents niveaux de la chaîne de valeur, comme la fixation des prix

de revente des distributeurs par les fabricants.

Ils incluent enfin les pratiques par lesquelles une entreprise en position dominante chercherait à en abuser, par exemple en évinçant ses compétiteurs du marché ou en abusant de la position de faiblesse de ses partenaires commerciaux (voir les différents comportements prévus par les dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n° 03-03, modifiée et complétée).

## IV. LES CONDITIONS D'EFFICACITÉ DU PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

1. La mise en place de mesures d'information, de sensibilisation et de formation aux règles de concurrence peut aider à réduire le risque que l'entreprise ou l'organisme commette une infraction du fait d'une connaissance, d'une compréhension ou d'une valorisation insuffisante de ces règles par ses dirigeants, ses cadres, ses autres salariés ou ses agents. La combinaison de ces mesures avec des mécanismes de surveillance,

# IV. LES CONDITIONS D'EFFICACITÉ DU PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

## (SUITE)

de contrôle et de sanction peut rendre cette prévention plus efficace, mais aussi permettre de révéler l'existence d'infractions. Cependant, l'ensemble de ces initiatives ne peut vraisemblablement pas empêcher complètement que soient commises des infractions.

2. Dans ce contexte, le fait qu'une entreprise ou un organisme découvre de lui-même qu'il a commis une infraction, grâce à son programme de conformité, constitue un premier indicateur ex post de l'efficacité de ce programme. Cet indicateur est néanmoins insuffisant, puisque la découverte d'une infraction n'est utile que pour autant que des mesures satisfaisantes sont prises pour y mettre fin et pour en tirer les conséquences. Les suites que l'entreprise ou l'organisme concerné réserve à cette découverte constituent donc un second indicateur ex post, plus déterminant, de l'efficacité de ce programme.

3. C'est la raison pour laquelle le Conseil de la concurrence considère que, au-delà des mesures prises pour informer, pour sensibiliser et pour former les dirigeants, les cadres et les autres salariés ou agents de l'entreprise ou de l'organisme aux règles de concurrence, le présent programme de conformité à ces règles doit inclure un ensemble

d'autres éléments structurants.

4. La façon dont ces différents éléments sont déclinés, la forme précise qu'ils revêtent et leur calendrier de mise en place peuvent varier d'un programme de conformité à l'autre. Il n'existe en effet pas de programme de conformité type, de tels programmes gagnant au contraire à être conçus en fonction d'une analyse concrète des risques propres à l'entreprise ou à l'organisme qui les met en place et de ses caractéristiques individuelles, notamment :

- ◆ de la taille plus ou moins importante de l'intéressé ;
- ◆ de la nature de ses activités et des secteurs ou marchés sur lesquels il opère ;
- ◆ de son organisation, de son mode de gouvernance et de sa culture.

5. En particulier, le Conseil de la concurrence estime que le fait qu'une entreprise est une petite ou moyenne entreprise (PME) peut justifier que les différents éléments constitutifs de son programme de conformité soient substantiellement adaptés.

6. Néanmoins, la réunion de ces différents éléments est dans tous les cas nécessaire, du point de vue du Conseil de la concurrence, pour

qu'un programme de conformité puisse être jugé efficace ex ante (antérieurement), c'est-à-dire au moment de sa mise en place et sous réserve de sa mise en œuvre effective.

7. Ces éléments, qui devront être réunis dans une documentation actualisée et facilement accessible à tous, sous format papier ou numérique, sont les suivants :

1. **l'existence d'une prise de position claire, ferme et publique des organes de direction et plus généralement de l'ensemble des dirigeants et mandataires sociaux :**

a) soulignant que le respect des règles interdisant les pratiques prévues par les dispositions de l'articles 14 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence est non seulement une obligation légale, mais aussi un élément central de la responsabilité économique de l'entreprise ou de l'organisme compte tenu des conséquences négatives que ces infractions peuvent avoir pour l'économie et les consommateurs.

b) prenant l'engagement général et permanent de respecter les règles de concurrence et de soutenir le programme mis en place dans le but d'inciter l'ensemble des dirigeants, ainsi que les cadres et les autres

# PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

L'ENVOI D'UNE INFORMATION RELATIVE À L'EXISTENCE ET À LA RAISON D'ÊTRE DU PROGRAMME DE CONFORMITÉ, À BREF DÉLAI APRÈS SON ADOPTION, AUX PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX RÉGULIERS DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME (PAR EXEMPLE, SES FOURNISSEURS OU SES DISTRIBUTEURS, EN PARTICULIER LORSQU'IL S'AGIT DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES), AINSI QU'À L'ENSEMBLE DE SES ACTIONNAIRES, POURRAIT ÉGALEMENT ÊTRE ENVISAGÉ.

salariés ou agents concernés, à se conformer à ces règles, de prévenir les infractions, de les détecter et d'y remédier aussi rapidement que possible compte tenu des risques juridiques, financiers, commerciaux et de réputation qu'elles sont de nature à entraîner.

## 2. l'engagement de désigner une ou plusieurs personne(s) chargée(s), au sein de l'entreprise ou de l'organisme, du programme de conformité.

Ces personnes devront :

a) être désignées par les organes de direction et disposer d'une autorité et d'une compétence incontestables au sein de l'entreprise ou de l'organisme ;

b) se consacrer de façon effective à la mise en œuvre du programme de conformité ;

c) avoir la capacité d'accéder directement aux organes de contrôle si une question liée à la politique ou au programme de conformité de l'entreprise ou de l'organisme le justifie (par exemple, en cas de découverte d'une infraction) ;

d) disposer des pouvoirs nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective du programme de conformité ;

e) bénéficier à cette fin de moyens humains et financiers suffisants, en fonction de la taille de l'entreprise ou de l'organisme ;

## 3. l'engagement de mettre en place des mesures effectives d'information, de formation et de sensibilisation comportant, dans le respect du droit du travail :

a) la conception et la diffusion régulière à l'ensemble des mandataires sociaux et des dirigeants de l'entreprise ou de l'organisme, ainsi qu'aux cadres et aux autres salariés ou agents concernés, de documents ou d'autres supports :

◆ leur expliquant le sens et la portée pratique des règles de concurrence ;

◆ les sensibilisant à l'importance et à l'intérêt, pour l'entreprise ou l'organisme ainsi que pour chacun d'entre eux à titre personnel, de se conformer à ces règles dans le cadre de leur activité professionnelle ;

◆ les informant des mécanismes internes leur permettant d'obtenir des conseils ou d'alerter sur l'existence d'infractions avérées ou possibles à ces règles.

b) des mesures de communication interne générale sur l'existence et la raison d'être du programme de conformité.

c) la réalisation régulière de formations obligatoires aux règles de concurrence et à leurs implications concrètes pour l'entreprise ou l'organisme, ciblées sur les dirigeants, les cadres et les autres salariés ou agents présentant des profils de risque particuliers (par exemple, ceux responsables des prix ou des ventes, ou ceux participant aux travaux d'associations professionnelles), complétées en tant que de besoin par des formations ponctuelles en cas d'événement particulier (par exemple, en cas d'embauche de nouveaux salariés concernés par les règles de concurrence, ou de découverte d'une infraction).

d) l'envoi d'une information relative à l'existence et à la raison d'être du programme de conformité, à bref délai après son adoption, aux principaux partenaires commerciaux réguliers de l'entreprise ou de l'organisme (par exemple, ses fournisseurs ou ses distributeurs, en particulier lorsqu'il s'agit de petites et moyennes entreprises), ainsi



# V. LES CONSÉQUENCES ATTACHÉES AU PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

qu'à l'ensemble de ses actionnaires, pourrait également être envisagé.

## 4. l'engagement de mettre en place des mécanismes effectifs de contrôle, d'audit et d'alerte comprenant, dans le respect du droit du travail :

a) la mise en place de mesures visant à assurer et à évaluer le respect individuel de la politique de conformité de l'entreprise ou de l'organisme (de telles mesures pouvant, par exemple, prendre la forme de dispositions intégrées au règlement intérieur, de clauses insérées dans les contrats de travail, ou encore d'attestations individuelles régulières de conformité).

b) la mise en place d'un dispositif permettant à tout salarié ou agent de l'entreprise ou de l'organisme ne souhaitant pas que celle-ci ou celui-ci se mette en situation de violer les règles de concurrence :

♦ de demander un conseil, y compris de manière urgente, au(x) personne(s) chargée(s) du programme de conformité ou à leurs correspondants locaux sur la conduite à tenir à propos d'une question relative au respect des règles de concurrence ;

♦ de les alerter de bonne foi, si possible de façon confidentielle, et en étant assuré de bénéficier de mesures de protection contre toutes représailles, sur le fait qu'il a connaissance d'une infraction avérée ou possible aux règles de concurrence, pour autant qu'un tel dispositif d'alerte professionnelle implique un traitement automatisé de données à caractère personnel.

c) la réalisation d'évaluations régulières des différents aspects du programme de conformité, ainsi que d'audits juridiques et commerciaux, notamment lors d'événements susceptibles de créer de nouveaux risques pour l'entreprise ou l'organisme en cause (par exemple, l'acquisition d'une nouvelle entreprise ou le développement d'un nouveau métier), ces évaluations et ces audits, qui doivent être documentés, sont impératifs pour aider l'entreprise ou l'organisme à évaluer l'effectivité et l'efficacité de son programme de conformité, et à l'améliorer si besoin est, le fait de les confier à des tiers indépendants peut être nécessaire pour en garantir l'objectivité ;

## 5. l'engagement de mettre en place un dispositif effectif de suivi comprenant, dans le respect du droit du travail :

a) une procédure de traitement des demandes de conseil, d'examen des alertes et d'analyse des suites à donner ;

b) l'existence d'un ensemble de sanctions, en particulier disciplinaires, applicables en cas de violations de la politique de l'entreprise ou de l'organisme en matière de conformité aux règles de concurrence, la mise en œuvre de ces sanctions devra être effective et proportionnée à la situation individuelle et au comportement de l'intéressé.

## V. LES CONSÉQUENCES ATTACHÉES AU PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

1. L'existence d'un programme de conformité effectif et efficace est utile en ce qu'elle permet de prévenir le Conseil de la concurrence d'infractions, de détecter des infractions qui n'ont pas pu être empêchées et d'en gérer les conséquences au mieux des intérêts de l'entreprise ou de l'organisme en cause.

# PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

L'ENVOI D'UNE INFORMATION RELATIVE À L'EXISTENCE ET À LA RAISON D'ÊTRE DU PROGRAMME DE CONFORMITÉ, À BREF DÉLAI APRÈS SON ADOPTION, AUX PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX RÉGULIERS DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME (PAR EXEMPLE, SES FOURNISSEURS OU SES DISTRIBUTEURS, EN PARTICULIER LORSQU'IL S'AGIT DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES), AINSI QU'À L'ENSEMBLE DE SES ACTIONNAIRES, POURRAIT ÉGALEMENT ÊTRE ENVISAGÉ.

2. Cela étant, lorsqu'une infraction a effectivement été commise, le Conseil de la concurrence considère qu'il n'est en aucun cas justifié de tenir compte de l'existence d'un programme de conformité en tant que telle dans le cadre de la détermination de la sanction pécuniaire de l'intéressé.

3. En particulier, il n'y a pas lieu de considérer que le fait d'avoir mis en place un programme de conformité constitue en tant que tel une circonstance atténuante. En effet, force est de constater que, lorsqu'une infraction a été commise en dépit de l'existence d'un programme de conformité, cet élément ne change rien à la réalité de l'infraction. Il est, à ce titre, sans incidence sur sa gravité et sur l'importance du dommage qu'elle peut avoir causé à l'économie et aux bénéfices cumulés par les contrevenants.

Par ailleurs, s'il est vrai que l'existence d'un programme de conformité peut être de nature à différencier l'entreprise ou l'organisme concerné par rapport à d'autres participants à l'infraction qui n'en disposeraient pas, le Conseil de la concurrence considère que cet élément ne mérite pas d'être pris en considération dans le cadre de l'individualisation de sa sanction, dès lors qu'il n'a pas empêché l'infraction d'advenir.

4. Le Conseil de la concurrence ne considérera pas non plus l'existence d'un programme de conformité comme une circonstance aggravante, même s'il s'avère que ce sont des mandataires sociaux ou des dirigeants qui ont participé à l'infraction en dépit de leur engagement de respecter les règles de concurrence et de soutenir le programme de conformité mis en place par l'entreprise ou l'organisme en cause. En effet, il estime que ce type de situation justifierait plutôt la mise en jeu de la responsabilité pénale des intéressés, si les conditions d'application de l'article 57 de l'ordonnance n° 03-03, modifiée et complétée, étaient réunies, sans préjudice de la possibilité d'imposer une sanction pécuniaire à l'entreprise ou à l'organisme en cause, en application de l'article 56 de la même ordonnance.

5. Dans l'hypothèse où une entreprise ou un organisme disposant d'un tel programme découvrirait grâce à celui-ci l'existence d'une pratique prévue par les dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 03-03, modifiée et complétée, (entente horizontale secrète par exemple) entre concurrents, le Conseil de la concurrence estime qu'il est de sa responsabilité, non seulement de mettre fin à sa participation à cette infraction, mais aussi de présenter aussi rapidement que possible, après

s'être entouré(e) au besoin de tous conseils internes ou externes à cet égard, une demande de clémence conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 03-03, modifiée et complétée.

Eu égard au caractère secret et à l'extrême gravité de ces pratiques, une telle démarche est en effet la plus cohérente avec son engagement éthique en faveur de la conformité. Elle est en outre de nature à lui permettre de se voir accorder une exonération totale ou partielle de sanction pécuniaire, dans les conditions prévues par l'ordonnance. L'exonération totale ou partielle de sanction qui peut être accordée en vertu des procédures en la matière, si les conditions et les modalités permettant d'en bénéficier sont réunies, est exclusive de toute autre réduction de sanction liée à l'existence de son programme de conformité.

6. Dans l'hypothèse où une entreprise qui s'est dotée d'un programme de conformité répondant aux bonnes pratiques décrites dans le présent document-cadre découvrirait d'elle-même, avant toute ouverture d'une enquête ou d'une procédure par une autorité de concurrence ou sectorielle, l'existence d'une infraction non éligible à la procédure de clémence, le Conseil de la concurrence estime qu'il est de la responsabilité de l'intéressée

# V. LES CONSÉQUENCES ATTACHÉES AU PROGRAMME DE CONFORMITÉ AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE (SUITE)

d'y mettre fin en remédiant sans délai à ce comportement (par exemple en modifiant une stratégie commerciale ou des clauses contractuelles de nature à constituer un abus de position dominante ou un accord (entente verticale).

Si le Conseil de la concurrence est conduit à examiner la légalité des pratiques en cause au regard des règles de concurrence et que l'entreprise est en mesure de lui démontrer, au moyen d'éléments de preuve objectifs et vérifiables, qu'elle a effectivement mis fin à l'infraction et remédié à son comportement de sa propre initiative, avant toute ouverture d'une enquête ou d'une procédure par une autorité de concurrence (par exemple dans le cadre de l'accord d'échange d'informations avec le Conseil de la concurrence), elle pourra bénéficier à ce titre d'une circonstance atténuante dans le cadre de la détermination de sa sanction.

7. Lorsqu'un organisme ou une entreprise ne disposant pas d'un programme de conformité se voit notifier des griefs contenus dans le rapport préliminaire établi par le rapporteur (article 52 de l'ordonnance n° 03-03), il peut renoncer à les contester dans les conditions prévues par la même ordonnance, (observations écrites des parties intéressées prévues par

les dispositions de l'article 52). Il peut en outre s'engager à modifier son comportement pour l'avenir, notamment en mettant en place un programme de conformité.

Lorsqu'il le fait et que le rapporteur estime pertinent de proposer au Conseil de la concurrence de tenir compte de cette renonciation, d'une part, et de cet engagement, d'autre part, le Conseil de la concurrence considérera que l'engagement est substantiel, crédible et vérifiable s'il répond aux bonnes pratiques décrites par le présent document-cadre, et notamment à celles figurant au point 7 – chapitre IV ci-dessus, sous réserve de l'examen individualisé auquel elle doit procéder dans chaque affaire, en fonction des circonstances propres à celle-ci.

8. Lorsque l'organisme ou l'entreprise disposait déjà, avant la notification des griefs, d'un programme de conformité ne répondant pas aux bonnes pratiques en question, qu'il propose de s'engager à l'améliorer dans la mesure nécessaire pour y répondre et que le rapporteur estime pertinent de proposer au Conseil de la concurrence d'en tenir compte, dans le cadre de la procédure de demande de clémence, ce dernier considérera cet engagement comme substantiel, crédible et vérifiable, sous la même réserve.

9. S'il accepte une proposition d'engagement prévoyant la mise en place d'un programme de conformité répondant aux bonnes pratiques décrites dans le présent document-cadre ou l'amélioration d'un programme préexistant dans la mesure nécessaire à cet effet, le Conseil de la concurrence accordera, à ce titre, une réduction de sanction pécuniaire ou ne pas prononcer de sanction à l'entreprise ou à l'organisme concerné.

10. Lorsqu'il a accepté un engagement de mise en place d'un programme de conformité et l'a rendu obligatoire, le Conseil de la concurrence sera ultérieurement conduit à en vérifier la mise en œuvre effective. A sa demande, l'entreprise ou l'organisme concerné doit donc se tenir prêt à mettre à sa disposition un rapport complet et précis lui permettant de s'assurer du respect de cet engagement, ainsi qu'à répondre à toute demande ou question à cet égard.



مجلس المنافسة  
**Conseil de la concurrence**

## V. النتائج المرتبطة ببرنامج المطابقة لقواعد المنافسة

**10.** عندما قبل المجلس بالتعهد الرامي الى اعتماد المؤسسة أو الهيئة لبرنامج مطابقة واتخذته إجباريا، فإن المجلس يقوم بالتأكد لاحقا بالتحقق من التنفيذ الفعلي للبرنامج. وبطلب منه، فإن المؤسسة أو الهيئة المعنية يجب أن تقوم بوضع تحت تصرفه تقريرا شاملا وواضحا يسمح بضمان تنفيذ هذه التعهدات وكذا الرد على كل طلب أو مسألة تخص ذلك.

جهة أخرى أن تتعهد بتغيير سلوكياتها في المستقبل، خاصة فيما يتعلق بوضع برنامج مطابقة لقواعد المنافسة. وعندما تقوم بوضع برنامج مطابقة وأن المقرر يرى أنه من الضروري اقتراح على المجلس أخذ هذا المبادرة بعين الاعتبار والمتعلقة بالتراجع عن الطعن في المأخذ المسجلة من جهة، والتعهدات التي تلتزم بها من جهة أخرى، فإن المجلس يمكن أن يعتبر أن هذه التعهدات جوهرية، ذات مصداقية وقابلة للفحص إذا كانت تستجيب للسلوكيات الحسنة الميينة بهذا البرنامج أو المستند الإطار، لا سيما المدرجة بالفصل IV المذكور أعلاه، مع مراعاة الفحص الشخصي الذي ينبغي أن تقوم به في كل قضية، طبقا للخصوصيات المتعلقة بهذه القضية.

**8.** عندما تكون المؤسسة أو الهيئة المعنية قبل تبليغ المأخذ المسجلة حائزة على برنامج مطابقة لا يستجيب للسلوكيات الحسنة المعنية، وتقوم باقتراح اتخاذ تعهد يرمي الى تحسينه لما يتطلب ذلك، وأن المقرر يرى أنه من الضروري اقتراح على المجلس أخذ ذلك بعين الاعتبار، وهذا في إطار الإجراءات المتعلقة بالإعفاء، فهذه الأخيرة تعتبر هذا التعهد جوهرية، ذات مصداقية وقابل للفحص، وهذا ضمن التحفظ نفسه.

**9.** إذا قبلت المؤسسة أو الهيئة المهنية اقتراح تعهدات باعتماد برنامج مطابقة يستجيب للسلوكيات الحسنة الميينة بهذا المستند الإطار أو تحسين برنامج موجود سالف في الحدود المسطرة لهذا الغرض، يقبل مجلس المنافسة في هذا اصد، بتخفيض العقوبة المالية أو عدم النطق بها ضد المؤسسة أو الهيئة المعنية.

أن يوافق عليه طبقا للإجراءات المعمول بها في هذا الشأن، في حال توفر الشروط المتعلقة به، مستثنى من كل تخفيض متعلق بعقوبة أخرى مرتبطة بوجود برنامجها.

**6.** في حال توفر مؤسسة على برنامج مطابقة يستجيب للسلوكيات الحسنة كما هو مبين ضمن هذا البرنامج أو «المستند الإطار»، حيث تكتشف من تلقاء نفسها على وجود مخالفة غير خاضعة للإجراء المتعلق بالإعفاء وهذا قبل فتح أي تحقيق أو إجراء من طرف هيئة منافسة أو هيئة ضبط، فإن مجلس المنافسة يعتبر أن المسؤولية تقع على المعني بوقف المعاملة وأن تتدارك الوضع في أقرب الأجل (كتغيير مؤسسة استراتيجيتها التجارية أو البنود التعاقدية تسمح لها من خلق تعسف في استغلال وضعية هيمنة أو اتفاق عمودي).

إذا لجأ المجلس إلى اختبار مدى شرعية الأفعال المعنية طبقا لقواعد المنافسة وأن المؤسسة قادرة على إثبات ذلك عن طريق أدلة موضوعية وقابلة للفحص، وأنها قامت حقيقة بالكف عن ارتكاب المخالفة بمحض إرادتها قبل فتح أي تحقيق أو إجراء من طرف أي سلطة منافسة (مثلا في إطار اتفاق تبادل معلومات مع مجلس المنافسة)، يمكن لها في هذا الصدد الاستفادة من الظروف المخففة في إطار تحديد الغرامة المتعلقة بها.

**7.** عندما يتم تبليغ المأخذ المسجلة عن طريق التقرير الأولي المعد من طرف المقرر الى مؤسسة لا تحوز على برنامج مطابقة (المادة 52 من الأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم)، يمكن أن تتراجع عن الطعن فيها طبقا للشروط المحددة بالأمر السالف الذكر (الملاحظات المكتوبة الميينة ضمن أحكام المادة 52). يمكنها من

فإن وضع برنامج مطابقة لقواعد المنافسة، لا يمكن أن يساهم في حد ذاته في الظروف المخففة. وعليه، فإنه يتبين، أنه عندما يتم ارتكاب مخالفة في ظل وجود برنامج مطابقة، فإن وجود هذا الأخير لا يغير شيئاً من حقيقة المخالفة. وعليه، فإن هذا البرنامج لا يكون له أي أثر حول خطورته والضرر الهام الذي يمكن أن يشكله على الاقتصاد الوطني والفوائد المجمعّة من طرف مرتكبي المخالفة.

## V. النتائج المرتبطة ببرنامج المطابقة لقواعد المنافسة

4. كما لا يعتبر مجلس المنافسة أن وجود برنامج مطابقة لقواعد المنافسة يؤدي الى تطبيق ظروف مشددة، حتى وإن تبين أن الشركاء أو المسيرين الذين ساهموا في ارتكاب المخالفة على حساب تعهداتهم باحترام قواعد المنافسة ومساندة البرنامج الذي تم وضعه من طرف المؤسسة أو الهيئة المعنية. بالفعل، فإن البرنامج يعتبر أن مثل هذه الوضعيات تتطلب تفعيل قانون العقوبات الجزائية من طرف المعنيين، إذا كانت الشروط التطبيقية المتعلقة بأحكام المادة 57 من الأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم، متوفرة، مع إمكانية فرض غرامة مالية للمؤسسة أو للهيئة المعنية، طبقاً لأحكام المادة 56 من نفس الأمر.

5. في حال اكتشفت مؤسسة أو هيئة حائزة على برنامج مطابقة على مخالفة منصوص عليها بأحكام المادة 6 من الأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم، (اتفاق أفقي سري على سبيل المثال) بين المتنافسين، بفضل هذا البرنامج، فإن مجلس المنافسة، يعتبر أنه من واجبه، ليس فقط وضع حد لمساهمة المؤسسة أو الهيئة في المخالفة، وإنما كذلك، أن تقوم بصفة عاجلة بعد إحاطتها (المؤسسة أو الهيئة) بكل الاستشارات الداخلية والخارجية حول القضية، بتقديم طلب الإعفاء طبقاً لأحكام المادة 60 من الأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم، السالف الذكر.

ونظراً للطابع السري وللخطورة القصوى لمثل هذه المخالفات، فإن مثل هذه الخطوة تعد الأكثر انسجاماً مع التعهد الأخلاقي المتخذ ضمن برنامج المطابقة. ومن جهة أخرى، فهي ذات طابع يمكنها (المؤسسة أو الهيئة) من الاستفادة من إعفاء تام للعقوبة أو عدم فرضها كما هو محدد بالأمر السالف الذكر. هذا الإعفاء الكلي أو التام الذي يمكن

1. وجود برنامج مطابقة حقيقي وفعال وصالح لأن يسمح لمجلس المنافسة بتفادي المخالفات والكشف عن المخالفات التي تعذر منعها وتسيير النتائج المنجزة عنها بما هو أفضل، خدمة لمصالح المؤسسة أو الهيئة المعنية.

2. هذا يعني، أنه في حال ارتكاب مخالفة فعلاً، فإن مجلس المنافسة يعتبر أنه لا مبرر لوجود برنامج مطابقة لا سيما في تحديد الغرامة الموجهة للمعني.

3. وبالأخص، فإن وضع برنامج مطابقة لقواعد المنافسة، لا يمكن أن يساهم في حد ذاته في الظروف المخففة. وعليه، فإنه يتبين، أنه عندما يتم ارتكاب مخالفة في ظل وجود برنامج مطابقة، فإن وجود هذا الأخير لا يغير شيئاً من حقيقة المخالفة. وعليه، فإن هذا البرنامج لا يكون له أي أثر حول خطورته والضرر الهام الذي يمكن أن يشكله على الاقتصاد الوطني والفوائد المجمعّة من طرف مرتكبي المخالفة. من جهة أخرى، إذا كان وجود برنامج مطابقة حقيقي يمكن أن يكون ذات طابع يسمح للمؤسسة أو الهيئة المعنية أن يميزها عن آخرين ساهموا في ارتكاب المخالفة ولا يحوزون على برنامج مطابقة، فإن مجلس المنافسة يرى أنه لا داعي لأخذ بعين الاعتبار هذا العنصر في إطار تشخيص العقوبة، مادام أن هذا البرنامج لم يمنع من وقوع المخالفة.

أساس أنه كان على دراية بمخالفة مؤكدة أو محتملة متعلقة بقواعد المنافسة، حيث يجب أن يعالج هذا الاجراء المتعلق بالإنذار المهني بنظام معلوماتي ذات طابع خاص.

ت. إنجاز تقييمات دورية لمختلف الجوانب المتعلقة ببرنامج المطابقة، وكذا التدقيق القانوني والتجاري، لا سيما في الحالات التي يمكن أن تخلق مخاطر جديدة للمؤسسة أو الهيئة المعنية (مثال: شراء مؤسسة جديدة أو تطوير حرفة جديدة)، هذه التقييمات والتدقيقات التي يجب أن تكون موثقة، هي ملزمة، حتى تسمح للمؤسسة أو الهيئة من تقييم حقيقية ونجاعة برنامجها، وتحسينه إذا تطلب الأمر، وعرضه على أطراف أخرى مستقلة، يمكن أن يكون ضروريا لضمان الموضوعية.

5. الالتزام بوضع حيز التنفيذ إجراء متابعة حقيقي يتضمن، في إطار احترام قانون العمل ما يلي:

ا. اجراء يتعلق بمعالجة طلبات الاستشارات، فحص الإنذارات وتحليل الإجراءات الواجب اتباعها؛

ب. وجود مجموعة من العقوبات، خاصة التأديبية منها، تطبق في حال خرق سياسية المؤسسة أو الهيئة فيما يتعلق بالمطابقة لقواعد المنافسة، ويكون تنفيذ هذه العقوبات حقيقي ونسبي، مع أخذ بعين الاعتبار الحالة الشخصية للمعني وسلوكه.

## IV. شروط نجاعة برنامج المطابقة لقواعد المنافسة

ث. إرسال معلومة متعلقة بوجود أو سبب وجود برنامج مطابقة، في أقرب الأجال بعد المصادقة عليه، الى الشركاء التجاريين الرئيسيين الذين يزاولون نشاطهم بصفة منتظمة مع المؤسسة أو الهيئة (مثال: موردو أو موزعو المؤسسة، خاصة عندما يتعلق بالمؤسسات الصغيرة والمتوسطة)، وكذا الى المساهمين، الذين يمكن أن يكونوا معنيين بها.

4. التعهد بوضع ميكانزمات حقيقية متعلقة بالمراقبة، التدقيق والإنذار تتضمن، في إطار احترام قانون العمل ما يلي:

أ. اعتماد إجراءات تهدف الى ضمان وتقدير الاحترام الشخصي لسياسة مطابقة المؤسسة أو الهيئة (مثل هذه الإجراءات يمكن أن تأخذ شكل تدابير مدمجة ضمن النظام الداخلي للمؤسسة أو الهيئة، بنود مدرجة في عقود العمل، أو حتى شهادات فردية منتظمة للمطابقة).

ب. وضع حيز التنفيذ إجراء يسمح لكل مستخدم أو عون تابع للمؤسسة أو الهيئة التي لا تسمح لهم بأن يوضعوا أنفسهم في وضعية خرق قواعد المنافسة والتي يمكن أن تتمثل في:

◆ طلب استشارة، حتى وإن كانت بصفة استعجالية، من الشخص أو الأشخاص المكلفين ببرنامج المطابقة أو من مراسليهم المحليين حول السلوك الذي يجب اتباعه في أي مسألة تتعلق باحترام قواعد المنافسة؛

◆ تحذيرهم بنية حسنة، وإن تحتم الأمر بصفة سرية، مع ضمان الاستفادة من إجراءات الحماية ضد أية متابعات، على

3. التعهد بوضع الإجراءات الفعلية الخاصة بالإعلام، التكوين والتحسيس التي تضم، في إطار احترام قانون العمل ما يلي:

أ. إعداد ونشر دوري الى جميع المتعاملين الاجتماعيين لكافة عمال المؤسسة أو الهيئة، وكذا الى الإطارات والمستخدمين والأعوان المعنيين، لوثائق ومستندات متمثلة في:

◆ يشرح لهم فيها الاتجاه والميول التطبيقي لقواعد المنافسة؛

◆ تحسيسهم بالأهمية والمصلحة، بالنسبة للمؤسسة أو الهيئة وكذا لكل واحد منهم بصفة شخصية، بأن يمثل لهذه القواعد في إطار نشاطاتهم المهنية؛

◆ اعلامهم بالميكانيزمات الداخلية التي تمكنهم من الحصول على الارشادات أو التبليغ عن وجود مخالفات مؤكدة أو محتملة لهذه القواعد؛

ب. إجراءات إعلامية داخلية عامة حول تبين أسباب اعتماد برنامج المطابقة.

ت. إنجاز دوري لتكوينات إجبارية حول قواعد المنافسة وانضمامهم الفعلي بالنسبة للمؤسسة أو الهيئة الذي يكون موجهة للمسيرين، الإطارات والمستخدمين والأعوان الذين يمكن أن يصدر منهم خطر معين (مثال: المسؤولون عن تحديد الأسعار أو بمصلحة المبيعات، أو الذين يشاركون في أشغال المنظمات المهنية) يكون متبوعا إذا اقتضى الأمر بتكوينات منتظمة في حال وقوع حدث معين (مثال: في حال توظيف مستخدم جديد له علاقة بقواعد المنافسة أو اكتشاف مخالفة).

ب. الأخذ بالالتزامات العامة والدائمة باحترام قواعد المنافسة ودعم البرنامج الموضوع للتنفيذ بهدف دفع كافة المسيرين، وكذا الإطارات وكافة المستخدمين والأعوان، للامتثال لهذه القواعد وتفادي المخالفات والكشف عنها وكذا معالجتها في أسرع وقت لتفادي المخاطر القانونية والمالية والتجارية وكذا فيما يتعلق بالسمعة التي يمكن أن تلحقها بها.

2. التعهد بتعيين شخص أو عدة أشخاص على مستوى المؤسسة أو الهيئة مكلفون بمتابعة برنامج المطابقة

هؤلاء الأشخاص يجب:

أ. أن يكونوا معينين من طرف أجهزة المديرية ويتمتعون بسلطة وكفاءة مؤكدة على مستوى المؤسسة أو الهيئة؛

ب. أن يكرسوا بصفة فعلية لتنفيذ برنامج المطابقة؛

ت. أن تكون لديهم إمكانية الدخول المباشر إلى أجهزة الرقابة إذا كان إشكال مرتبط بالمنافسة أو ببرنامج المطابقة يتطلب ذلك (مثال على ذلك، في حال الكشف عن مخالفة)؛

ث. حيازة السلطات الضرورية لضمان التطبيق الفعلي لبرنامج المطابقة؛

ج. الاستفادة لأجل بلوغ هذه الغاية من الإمكانيات البشرية والمالية الكافية، طبقا لحجم المؤسسة أو الهيئة.

إن مجلس المنافسة الذي يعطي أهمية بالغة لتعلم ثقافة المنافسة والوقاية منها والتي تعتبر إحدى مهامه المتعلقة بتنظيم السوق، يدعو المتعاملين الاقتصاديين للتأكد من احتواء البرنامج على مجموعة من التدابير المتعلقة بالمنافسة. يشجع مجلس المنافسة المؤسسات والهيئات على اعتماد برنامج مطابقة، مع التذكير أن المطابقة لقواعد المنافسة ما هو إلا جانب أساسي ضمن الجوانب الأخرى الذي يجب أن تخضع هي الأخرى للمطابقة، والتي تستحق أن تعالج بصفة بصفة متكاملة.

◆ شكل أو أهمية المؤسسة أو الهيئة؛

◆ طبيعة أنشطتها والقطاعات التي تنتمي إليها أو الأسواق التي تنشط فيها؛

◆ تنظيمها، طريقة تسييرها وكذا ثقافتها.

5. يعتبر مجلس المنافسة بالخصوص، أنه بمجرد أن تكون مؤسسة متوسطة أو صغيرة، يمكن أن تيرر بأن مختلف العناصر المشكلة لبرنامجها مطابق جوهريا.

6. غير أن، توفر مختلف هذه العناصر وفي كل الحالات ضروري من منظور مجلس المنافسة، لكي يمكن الحكم على برنامج المطابقة أنه فعال مسبقا، أو بصيغة أخرى، وقت اعتماده وكذا التطبيق الفعلي له.

7. العناصر التي يجب ان تكون مدونة في وثيقة محينة وسهلة الوصول إليها من طرف الجميع، على شكل مستندي أو رقمي، تتمثل في ما يلي:

1. اتخاذ موقف واضح، صريح وعلني من أعضاء المؤسسة وبصفة عامة من طرف جميع المسيرين والمتعاملين والتي تتمثل في:

1. التأكيد على أن احترام القواعد التي تمنع الممارسات المنصوص عليها في أحكام المادة 14 من الأمر رقم 03-03، المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة، ليست فقط التزام قانوني، وإنما أيضا، عنصر أساسي للمسؤولية الاقتصادية للمؤسسة أو الهيئة نظرا للنتائج السلبية التي يمكن لهذه المخالفات أن تسببها للاقتصاد والمستهلكين.

معرفتها، أو عدم فهمها أو قلة تثمينها لقواعد المنافسة. إن تنسيق هذه الإجراءات مع ميكانيزمات الرقابة والمراقبة والعقوبات يمكن جعل هذه الوقاية أكثر نجاعة، وكذا يسمح بالكشف عن وجود المخالفات. غير أن هذه المبادرات لا يعني انها يمكن أن تحد بصفة كاملة من ارتكاب المخالفات.

2. من خلال هذا النص، بمجرد أن المؤسسة أو الهيئة تكتشف بأنها ارتكبت مخالفة بفضل برنامجها للمطابقة، يعتبر كمؤشر مسبق لنجاعة هذا البرنامج. إلا أن هذا المؤشر في حد ذاته غير كاف، لأن الإجراءات المتخذة ضمن البرنامج لا تكون فعالة إذا لم تجنب وقوع المخالفات واستخلاص العواقب. وإن التدابير التي تتخذها المؤسسة أو الهيئة لمواجهة هذا الاكتشاف تعتبر في حد ذاتها خطوة ثانية، أكثر عزيمة، ودليل على نجاعة هذا البرنامج.

3. لهذا السبب، فإن مجلس المنافسة، إضافة الى الإعلام والتحسيس ولأجل تكوين المسيرين والإطارات والمستخدمين والأعوان الآخرين للمؤسسة أو الهيئة طبقا لمبادئ المنافسة، فإن هذا البرنامج الذي ينطبق مع هذه المبادئ، يجب أن يتضمن مجموعة من العناصر المهيكلة.

4. الطريقة التي يجب أن تكون عليها هذه العناصر والشكل الذي تكتسيه وكذا كيفية تنفيذها يتغير من برنامج الى آخر. وعليه، فإنه لا يوجد برنامج مطابقة محدد، مثل هذا البرنامج الإيجابي يجب أن يعد طبقا لتحليل مجردة خاصة للمخاطر المتعلقة بالشركة أو الهيئة التي تستخدمها والخصائص الشخصية، لا سيما:

من انقيادها في ارتكاب مخالفات منافية لقواعد المنافسة. وللتذكير، فإن هذه المخالفات تتضمن، الممارسات والأعمال المدبرة والاتفاقيات والاتفاقات الصريحة أو الضمنية (الاتفاقيات العمودية السرية المسماة أيضا بالكراتلات)، والتي يقوم المتنافسون من خلالها عرقلة تحديد الأسعار حسب قواعد السوق بالتشجيع المصطنع لارتفاع الأسعار أو لانخفاضها، اقتسام الأسواق أو مصادر التمويل، تقليص أو مراقبة الإنتاج أو منافذ التسويق أو الاستثمارات أو التطور التقني. وتضم كذلك أشكال أخرى من الممارسات المحضرة بين المتنافسين، كتبادل المعلومات السرية والاستراتيجية، أو بين متعاملين ينشطون على مستويات مختلفة من النشاط، كتحديد المنتجين للموزعين أسعار إعادة البيع.

وتضم أيضا الممارسات التي من خلالها تسعى مؤسسة للتعسف استغلال موقعها في السوق، كإبعاد منافسين من السوق أو استغلال موضع ضعف متعاملين تجاريين (مختلف السلوكات مبنية بالمادة 7 من الأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم).

## IV. شروط نجاعة برنامج

### المطابقة لقواعد المنافسة

1. اعتماد إجراءات متعلقة بالإعلام، التحسيس والتكوين طبقا لقواعد المنافسة لفائدة المسيرين، الإطارات الأجراء والأعوان الآخرين، الذي يمكن أن يساعد المؤسسة في تخفيض الخطر من ارتكاب مخالفات مقيدة للمنافسة من جراء عدم



## III. الفائدة من برنامج المطابقة لقواعد المنافسة

**ب.** ومن جهة أخرى، إمكانية خفض تعرضها لخطر ارتكاب مخالفة متعلقة بالمنافسة.

**7.** يعتبر مجلس المنافسة أنه من واجب المتعاملين الاقتصاديين أنفسهم وكل المعنيين، أنه من مصلحتهم اتخاذ كل التدابير الممكنة لتسيير نشاطاتهم طبقا لقواعد المنافسة وللتنبؤ بالمعاملات الممكنة المضادة لهذه القواعد. ويعتبر المجلس أن وضع حيز التنفيذ برنامج مطابقة فعال يمكن أن يلعب دورا فعالا يكون في الاتجاه الصحيح، مع منح الضمانات الواسعة من المسؤولية والضمان للمساهمين ومنحه النشر العام، خاصة عندما تكون المؤسسة أو المجمع الذي ينتمي إليه خاضع للبورصة أو مراقب من طرف الدولة. وأخيرا، فإن مجلس المنافسة على قناعة بأن مزايا هذا البرنامج تفوق بشكل واضح التكاليف التي يتطلبها في حال تجسيده، وهو ما يحاول شرحه، ضمن الفقرة (IV) أدناه، المتعلق بمختلف المحاور التي يراها ضرورة لهيكله هذا البرنامج ليكون فعالا.

**8.** إن مجلس المنافسة الذي يعطي أهمية بالغة لتعلم ثقافة المنافسة والوقاية منها والتي تعتبر إحدى مهامه المتعلقة بتنظيم السوق، يدعو المتعاملين الاقتصاديين للتأكد من احتواء البرنامج على مجموعة من التدابير المتعلقة بالمنافسة. يشجع مجلس المنافسة المؤسسات والهيئات على اعتماد برنامج مطابقة، مع التذكير ان المطابقة لقواعد المنافسة ما هو إلا جانب أساسي ضمن الجوانب الأخرى الذي يجب أن تخضع هي الأخرى للمطابقة، والتي تستحق أن تعالج بصفة بصفة متكاملة.

**9.** إن مثل هذه المبادرة يمكن أن تساعد المتعاملين الاقتصاديين في تخفيض الخطر

لتطوير وصيانة ثقافة مطابقة القواعد المتعلقة بالمنافسة، لكشف الحالات الغير مطابقة، كالتدقيق القانوني، للحصول على الأجوبة المطلوبة. في حال استحال ذلك، فإن الدوافع الداخلية لاحترام الزامية العمل بها طبقا للقانون تبقى ضعيفة وبالتالي الحكم على البرنامج بعدم الفعالية أو يمكن القول إنه أصبح اصطناعيا. وبالتالي فإن هذا البرنامج يستند على الترتيبية المكونة من العنصر الوقائي والتنبؤي.

**6.** إن الأسباب التي تبرر اعتماد برنامج مطابقة لقواعد المنافسة، تذهب على أبعد من ذلك التي تتعلق بالاستفادة من تخفيض الغرامات المالية أو التخفيض الكلي للغرامة المطبقة عندما يتم ارتكاب مخالفة مقيدة للمنافسة، التي يكون مجلس المنافسة قد اكتشفها والتي تتجه نحو تقرير مخالفة من خلال عملية التحري. لذا، فإن تخفيض الغرامة أو إلغاؤها لا يمكن التطرق إليها ما لم تتوفر بعض الشروط وفي مجالات محدودة (المؤسسات أو المنظمات تعترف بالمخالفات المنسوبة إليها أثناء التحقيق في القضية، وتتعاون في الإسراع بالتحقيق فيها وتتعهد بعدم ارتكاب المخالفات من جديد)، ولكن المؤسسات أو الهيئات التي تتور أن برنامجها أعد لهذا الغرض، فإنها هي بإرادتها تحرم نفسها من الاستفادة من مزايا هذا البرنامج والمتمثل في: المخالفات من جديد)، ولكن المؤسسات أو الهيئات التي تتور أن برنامجها أعد لهذا الغرض، فإنها هي بإرادتها تحرم نفسها من الاستفادة من مزايا هذا البرنامج والمتمثل في:

**أ.** الحث على وضع استراتيجية واتخاذ سلوك فعال على مستوى السوق، يسمح لها بالتأكد عليها بفضل استحقاقاتها العليا إزاء منافسيها من جهة،

**4.** إن قانون المنافسة يتضمن عقوبات تسلط ضد كل شخص طبيعي ساهم شخصيا بصفة احتيالية في تنظيم الممارسات المقيدة للمنافسة وفي تنفيذها، دون الأخذ بعين الاعتبار طلبات التعويض التي يتقدم بها الأشخاص الطبيعيون والمعنويون أمام الجهات القضائية المؤهلة التي تعتبر نفسها ضحية الممارسات المقيدة للمنافسة المعنية. يعتبر هذا البرنامج هاما من حيث التنبؤ، التحكم وتسيير مختلف المخاطر.

**5.** حتى يكون هذا البرنامج فعال، يرى مجلس المنافسة أنه على المؤسسات والمنظمات المعنية اتباع هدفين متمثلين في:

**أ.** التنبؤ بأخطار المخالفات التي يمكن أن تقع من جهة؛

**ب.** ومن جهة أخرى، منح الإمكانات لكشف ومعالجة المخالفات التي لم يكن بالإمكان تفاديها.

وعليه، فإن هذا البرنامج لا يمكن أن ينحصر في التنبؤ بالإجراءات الموجهة لإعلام الوكلاء الاجتماعيين، المسؤولين، الإطارات، المستخدمين الآخرين وأعاون المؤسسات والتنظيمات المعنية بمضمون القواعد المتعلقة بالمنافسة، وتحسيسهم بضرورة احترامها وتكوينهم لأجل بلوغ ذلك.

إن خلق وصيانة ثقافة احترام قواعد المنافسة تشكل تركيبة أساسية لهذا البرنامج، الذي يستند عليه المجلس في قراراته بصفة ثابتة والذي قدم عدة توضيحات في شأنها. هذا المبدأ يجب أن يتبع بمجموعة من الإجراءات الملموسة والحقيقية تبين أن المؤسسة أو المنظمة تستثمر بصفة حقيقية ومؤكدة على مختلف المستويات السلمية،

هذا البرنامج هو في حد ذاته يعبر عن مثل حقيقي لتسيير إرادي، الذي من خلاله يعبر المتعاملون الاقتصاديون تصميمهم ليس فقط ضمان مطابقة أفعالهم وسلوكهم مع قواعد المنافسة التي هي في حد ذاتها مفروضة عليهم، وإنما كذلك التنبؤ بالأخطار التي يمكن أن يتعرضوا لها من جراء عدم احترامها في حال اكتشافهم لمخالفة تعذر تفاديها والتصدي لها فور اكتشافها.

### III. الفائدة من برنامج المطابقة لقواعد المنافسة

تكمّن فائدة برنامج المطابقة لقواعد المنافسة في ما يلي:

1. هو برنامج مطابقة الذي من خلاله تعبر فيه مؤسسات أو هيئات عن ارتباطها لبعض القواعد وكذا لقيم وأهداف مشكلة له، وتتخذ بعض المبادرات الملموسة الموجهة لترقية واحترام مبادئ المنافسة وكذا من شأنها السماح بالكشف المحتمل لخروقات هذه القواعد، والعمل على وقفها وتفادي تكرارها.

2. هذا البرنامج هو في حد ذاته يعبر عن مثل حقيقي لتسيير إرادي، الذي من خلاله يعبر المتعاملون الاقتصاديون تصميمهم ليس فقط ضمان مطابقة أفعالهم وسلوكهم مع قواعد المنافسة التي هي في حد ذاتها مفروضة عليهم، وإنما كذلك التنبؤ بالأخطار التي يمكن أن يتعرضوا لها من جراء عدم احترامها في حال اكتشافهم لمخالفة تعذر تفاديها والتصدي لها فور اكتشافها.

3. برنامج المطابقة يمكن أن يخص عدة أصناف من القواعد، كتلك المتعلقة بحماية المستهلك، بالقواعد العامة المطبقة على الممارسات التجارية، قانون الصفقات العمومية، حقوق المؤلف والحقوق المجاورة، العلامات، براءات الاختراع. عدم الاطلاع على بعض هذه القواعد يعرض المتعاملين الاقتصاديين لعقوبات، بغض النظر عن النتائج الأخرى التي تنجم عن ذلك، خاصة فقدان الشهرة وطلبات التعويض المبينة أدناه.

لتسهيل التكفل الأحسن بالمهام الخولة له، فإن مجلس المنافسة بإمكانه اللجوء إلى الصلاحيات التالية:

♦ اتخاذ كل تدبير في شكل نظام أو تعليمية أو منشور في المسائل المتعلقة بالمنافسة؛

♦ يستعين بأي خبير أو يستمع إلى أي شخص بإمكانه تقديم معلومات له؛

♦ يطلب من المصالح المكلفة بالتحقيقات الاقتصادية، لا سيما تلك التابعة للوزارة المكلفة بالتجارة إجراء كل تحقيق أو خبرة حول المسائل المتعلقة بالقضايا التي تدرج ضمن اختصاصه؛

♦ يقوم بالتحريات المتعلقة بشروط بتطبيق النصوص القانونية والتنظيمية التي لها علاقة بالمنافسة؛

♦ يمكن للجهات القضائية أن تطلب رأي مجلس المنافسة في القضايا المتعلقة بالمنافسة؛

♦ يربط علاقات تعاون وتبادل المعلومات مع سلطات الضبط القطاعية؛

♦ يبرم اتفاقيات تعاون وتبادل المعلومات مع سلطات المنافسة الأجنبية في إطار ابرام اتفاقيات؛

♦ يمكن للمجلس أن ينظر في القضايا من تلقاء نفسه أو بإخطار من المؤسسات أو بإخطار من الجماعات المحلية والهيئات الاقتصادية والمالية والمؤسسات والجمعيات المهنية والنقابية وكذا جمعيات المستهلكين.

المهنية والنقابية وكذا جمعيات المستهلكين. كما هو مكلف بمهام أخرى محددة بالأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم، لا سيما تلك المتعلقة بقيامه بإجراء التحقيقات في مجال المنافسة، الدراسات والخبرات.

### ب. تعريف مهام المجلس

### المتعلقة بتنظيم المنافسة

لضمان التنظيم الحسن للمنافسة في السوق، فإن المشرع قد منح لمجلس المنافسة صلاحيات قانونية مختلفة متمثلة في:

ا. يفرض عقوبات مالية؛

ب. يصدر أوامر مغللة ويتخذ تدابير مؤقتة؛

ت. يلزم المؤسسات بتقديم تعهدات؛

ث. يطبق غرامات مالية مختلفة؛

ج. يأمر بنشر قراراته أو مستخرجات منها ويوزعها أو يعلقها،

ح. يخفض العقوبات أو لا ينطق بها.

### ج. الوسائل المختلفة

### الموضوعة تحت تصرف

### المجلس لتأدية مهامه

### (الإخطار الذاتي إنجاز

### الدراسات والخبرات،

### الخ...)

أو الإعفاء التام من طرف مجلس المنافسة، شريطة أن تتعهد بعدم ارتكاب المخالفات مرة أخرى. هذه الأحكام لا تطبق في حالة العود مهما تكن طبيعة المخالفات المرتكبة. إن برنامج المطابقة لقواعد المنافسة هذا، ليس إلزاميا على المؤسسات والهيئات المعنية.

2. وضعية هيمنة على السوق أو احتكار له أو على جزء منه (المادة 7 من الأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم)؛

3. كل عمل و/ أو عقد مهما كانت طبيعته وموضوعه يسمح لمؤسسة بالاستئثار في ممارسة نشاط يدخل في مجال تطبيق الأمر السالف الذكر (المادة 10)؛

4. التعسف في استغلال وضعية التبعية لمؤسسة أخرى بصفتها زبونا أو ممونا (المادة 11 من الأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم)؛

5. يحظر عرض الأسعار أو ممارسة أسعار بيع مخفضة بشكل تعسفي للمستهلكين مقارنة بتكاليف الإنتاج والتحويل والتسويق، إذا كانت هذه العروض أو الممارسات تهدف أو يمكن أن تؤدي إلى إبعاد مؤسسة أو عرقلة أحد منتوجاتها من الدخول إلى السوق (المادة 12 من الأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم)؛

2) مراقبة عمليات التجميع التي من شأنها المساس بالمنافسة، ولا سيما بتعزيز وضعية هيمنة مؤسسة على سوق ما. هذه العمليات يجب أن يقدمها أصحابها إلى مجلس المنافسة الذي يبت فيه في أجل ثلاثة (3) أشهر.

3) مهام متعلقة بإبداء الرأي والاستشارة. يبدي مجلس المنافسة رأيه في كل مسألة ترتبط بالمنافسة إذا طلبت الحكومة منه ذلك، ويبيدي كل اقتراح في مجالات المنافسة. ويمكن أن تستشير أيضا في المواضيع نفسها الجماعات المحلية والهيئات الاقتصادية والمالية والمؤسسات والجمعيات

## II. الأهداف والإمكانيات المتعلقة بتنظيم المنافسة

### أ. مجلس المنافسة ومهامه

طبقا لأحكام المادة 23 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة، فإن مجلس المنافسة هو سلطة إدارية مستقلة، تتمتع بالشخصية القانونية والاستقلال المالي. وهي مكلفة بضمان السير الحسن بالمنافسة على مستوى السوق. مجلس المنافسة مكلف بالسهر على تجسيد ثلاثة مهام أساسية متمثلة في:

1) كشف ومعاقبة المخالفات المقيدة للمنافسة المنصوص عليها في أحكام المادة 14 من الأمر السالف الذكر والمتمثلة في:

1. الممارسات والأعمال المدبرة والاتفاقيات والاتفاقات الصريحة أو الضمنية (المادة 6 من الأمر رقم 03-03، المعدل والمتمم)؛

إن هذا البرنامج المتعلق بالمطابقة لقواعد المنافسة يعتبر وسيلة الذي من خلاله يسمح للمتعاملين والمنظمات التعبير عن تمسكهم بقواعد المنافسة و كذا بالقيم والمبادئ التي تؤسسها، و التي تتخذ مجموعة من الإجراءات الملموسة التي تسمح لهم بضمان احترام هذه القواعد، و كذا الكشف عن النقصان و اتخاذ الإجراءات المناسبة لوضع حد لها و العمل على عدم تكرارها.

يستند هذا البرنامج ليس فقط على الإجراءات الموجهة لخلق ثقافة موجهة نحو احترام قواعد المنافسة النزاهة والشريفة (تكوين وتحسيس)، وإنما أيضا على ميكانيزمات الإنذار، الرأي، المراقبة أو التدقيق وتحمل المسؤولية الضرورية، لخلق السلوكات الحسنة اللاإرادية على مستوى المؤسسة (وقاية، كشف ومعالجة حالات لمخالفات ممكنة).

إن مجلس المنافسة يشجع المؤسسات على كسب برنامج مطابق لقواعد المنافسة، سواء كان ذلك مستقلا أو بإدراجه ضمن سياستها العامة لمطابقة المعايير المتعلقة بالممارسات التجارية، الاستهلاك، الضرائب، الصفقات العمومية، وكذا القوانين الأخرى، وتجسيد الإمكانيات الضرورية لضمان نجاحه.

يضع مجلس المنافسة تحت تصرف المؤسسات ضمن هذا «المستند الإطار»، مجموعة من الممارسات الحسنة التي تسمح بالمساهمة الفعالة في تجسيد هذا البرنامج.

من جهة أخرى، فإن المؤسسات والهيئات التي تعترف بالمخالفات الموجهة إليهم خلال عملية التحري في القضايا التي تتعلق بهم، أو الذين يتعاونون في الإسراع في التحقيق فيها، يمكنهم الاستفادة من تخفيض العقوبة

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



مجلس المنافسة  
Conseil de la concurrence

# برنامج المطابقة لقواعد المنافسة

العنوان : 44/42 شارع محمد بلوزداد-الجزائر  
هاتف : 66 70 17 / 65 45 20 / 66 70 49 (021)  
فاكس : 66 70 31 / 66 71 26 (021)  
الموقع الإلكتروني : [www.conseil-concurrence.dz](http://www.conseil-concurrence.dz)